

Brochure n° 3005-II

Convention collective nationale
IDCC : 1702. – TRAVAUX PUBLICS
(Tome II : Ouvriers)

ACCORD DU 23 JANVIER 2013
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA POUR L'ANNÉE 2013
(BOURGOGNE)
NOR : ASET1350348M
IDCC : 1702

Entre :

La FRTPB,

D'une part, et

La CFDT ;

L'UR FO BTP ;

La CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Pour 2012, les valeurs des minima annuels sur la base de 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année des positions de la classification des ouvriers des travaux publics, comme indiqué à l'avenant n° 2 du 24 juillet 2002 à la convention collective nationale des ouvriers du 15 décembre 1992, sont les suivantes : année 2013 (base 35 heures).

(En euros.)

| NIVEAU | POSITION | COEFFICIENT | SALAIRE minimum annuel |
|--------|----------|-------------|---------------------------|
| I | 1 | 100 | 18 301 |
| | 2 | 110 | 18 385 |
| II | 1 | 125 | 19 116 |
| | 2 | 140 | 21 318 |
| III | 1 | 150 | 22 612 |
| | 2 | 165 | 24 894 |
| IV | | 180 | 27 010 |

Aucun salaire ne peut être inférieur au salaire minimum interprofessionnel de croissance (Smic) en vigueur.

Article 2

En application de l'article L. 3221-2 du code du travail, il est rappelé que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 3

Le présent accord sera déposé en deux exemplaires, une version papier et une version électronique à la direction des relations du travail, dépôt des accords collectifs, 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15, conformément à l'article D. 2231-2 du code du travail. Un exemplaire sera également déposé auprès du greffe du conseil des prud'hommes de Dijon.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère chargé du travail conformément aux dispositions des articles L. 2261-15 et suivants du code du travail.

Article 5

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord collectif régional pourra y adhérer conformément à l'article L. 2261-3 du code du travail.

Fait à Dijon, le 23 janvier 2013.

(Suivent les signatures.)